

En finir avec la monarchie présidentielle est encore possible

Publication : 26 avril 2017

L'élection présidentielle **n'apporte aucune réponse ni à l'URGENCE ECOLOGIQUE NI** à la crise de notre système politique, celui de la 5ème République, à bout de souffle. Jean-Luc Mélenchon et les candidats FI porte l'idée d'une assemblée constituante pour une 6ème République et l'instauration d'une règle verte . Ces 2 questions n'ont pas de candidat au second tour. La 1ère occasion de rompre avec la monarchie présidentielle et **d'apporter des solutions concrètes de lutte** contre le dérèglement climatique n'a donc pas aboutie, pour l'instant.

Une seconde occasion s'offre à nous. En effet ,l'article 11 alinéa 3 de la Constitution de la 5e République permet à 185 parlementaires soutenus par 4,5 millions de citoyens de soumettre à référendum du peuple français une proposition de loi pour la convocation d'une Assemblée Constituante.

Jean-Luc Mélenchon a d'ores et déjà réuni plus de 7 millions de voix à l'élection présidentielle. La France insoumise finit en tête dans 67 circonscriptions et est en seconde position dans 167 circonscriptions.

> >> Avec 7 millions de voix qui reste mobilisés les 11 et 18 juin nous sommes en mesure d'être présent au premier et au second tour dans **un très grand nombre de circonscriptions.**

Si chaque électeur de Jean-Luc Mélenchon porte ses voix sur les candidats de la France insoumise à l'élection législative, **les député(e)s de la France Insoumise** à l'Assemblée Nationale auront les moyens d' en finir avec la 5ème République.

Les député(e)s de la France Insoumise seront les seuls à faire valoir la règle verte à chaque fois qu'un nouveau texte, une nouvelle réglementation sera présentés à l'assemblée nationale.

Pour ce qui est des avis à propos du second tour: Jean-Luc Mélenchon et la Fi organisent une consultation en ligne jusqu'au 2 Mai auprès des 444 000 appuis. Le corps électoral a été arrêté dimanche 23 avril à 22h.

Cet avis sera rendu public.

Ainsi nous respectons Notre engagement public de consultation.

Nous ne sommes pas propriétaire des électeurs. Notre mouvement citoyen est d'essence anti-fasciste.

Chacun en conscience doit se déterminer.